

RDC : l'opposant Moïse Katumbi répond à la justice

@rib News, 09/05/2016 â€“ Source AFP L'opposant Moïse Katumbi (photo), candidat d'clarÃ© la prÃ©sidentielle cens avoir lieu avant la fin de l'annÃ©e en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), a Ã©tÃ© entendu pendant prÃ©s de sept heures lundi par la justice pour rÃ©pondre d'accusations de "recrutement de mercenaires Ã©trangers". M. Katumbi, qui avait qualifiÃ© ses ennuis judiciaires de "basses manÃ©uvres du pouvoir" destinÃ©es Ã© lui "nuire", a quittÃ© le palais de justice de Lubumbashi (sud-est de la RDC) vers 18h00 (16h00 GMT) sans faire de dÃ©claration Ã© la presse, aprÃ©s avoir Ã©tÃ© interrogÃ© Ã© huis clos par un magistrat du parquet.

"Notre client a Ã©tÃ© autorisÃ© Ã© rentrer chez lui", a dÃ©clarÃ© un des avocats de M. Katumbi, Me Mukendi wa Mulumba. L'audition s'est passÃ©e "dans les rÃ©gles de l'art", a-t-il dit. Elle doit reprendre mercredi Ã© 10h00 locales (08h00 GMT), a prÃ©cisÃ© son confrÃ©re Georges Kapiamba. Des centaines de partisans de M. Katumbi, contenus par un cordon de policiers Ã© quelque 300 mÃ©tres du palais de justice, ont tentÃ© de raccompagner M. Katumbi Ã© pied Ã© son domicile, mais la police les a dispersÃ©s rapidement en tirant des gaz lacrymogÃ©nes, apparemment sans faire de blessÃ©s. VÃ©tu d'un costume blanc, M. Katumbi, ex-alliÃ© du prÃ©sident congolais Joseph Kabila passÃ© Ã© l'opposition en septembre, s'Ã©tait prÃ©sentÃ© au palais de justice peu aprÃ©s 10h00 (08h00 GMT), entourÃ© de centaines de personnes chantant des slogans Ã© sa gloire mais aussi hostiles au chef de l'Ã©tat. Son audition avait commencÃ© vers 11h00 aprÃ©s l'arrivÃ©e du magistrat chargÃ© de l'interroger. M. Katumbi a fait connaÃ©tre mercredi sa dÃ©cision de se porter candidat Ã© la prochaine prÃ©sidentielle, quelques heures aprÃ©s que le ministre de la Justice congolais Alexis Thambwe Mwamba eut annoncÃ© l'ouverture d'un "dossier judiciaire" Ã© son encontre aprÃ©s l'arrestation de ses quatre gardes du corps, parmi lesquels un AmÃ©ricain. Richissime homme d'affaires, M. Katumbi, propriÃ©taire du club de football TP Mazembe, a qualifiÃ© de "mensonge grotesque" les allÃ©gations selon lesquelles il aurait recrutÃ© des mercenaires. Selon lui, l'AmÃ©ricain dÃ©tenu par les autoritÃ©s Ã©tait chargÃ© d'"organiser" sa sÃ©curitÃ© pour pallier au retrait de la protection policiÃ©re dont il bÃ©nÃ©ficiait quand il Ã©tait gouverneur de la province du Katanga. - 'ManÃ©uvres d'intimidation' - Dans un communiquÃ© consacrÃ© Ã© son affaire, l'organisation amÃ©ricaine de dÃ©fense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a dÃ©noncÃ© lundi des "manÃ©uvres d'intimidation Ã© l'encontre d'un candidat Ã© la prÃ©sidence". L'enquÃ©te en cours "semble inspirÃ©e par des motifs politiques" contre M. Katumbi, Ã©gÃ© de 51 ans, et "ses proches partisans", Ã©crit HRW, affirmant ainsi que 27 d'entre eux ont Ã©tÃ© arrÃ©tÃ©s "entre le 22 avril et le 7 mai Ã© Lubumbashi". En dÃ©missionnant de ses fonctions de gouverneur du Katanga (rÃ©gion grande comme l'Espagne qui a depuis lors Ã©tÃ© Ã©clatÃ©e en quatre nouvelles provinces), M. Katumbi avait annoncÃ© Ã©galement qu'il quittait le parti du prÃ©sident Kabila en accusant celui-ci de chercher Ã© s'accrocher au pouvoir. Le climat politique est trÃ©s tendu depuis des mois en RDC en raison de l'incertitude liÃ©e au trÃ©s probable report de l'Ã©lection prÃ©sidentielle censÃ©e avoir lieu avant la fin de l'annÃ©e. Aux termes de la Constitution, M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, et dont le mandat se termine en dÃ©cembre, n'a pas le droit de se reprÃ©senter. L'opposition accuse le chef de l'Ã©tat, qui entretient le flou autour de ses intentions et de son avenir politique, de chercher Ã© tout faire pour se maintenir Ã© la tÃ©te du pays au-delÃ© du terme de son mandat, quitte Ã© retarder la tenue de la prÃ©sidentielle. Charismatique et populaire bien au-delÃ© du seul Katanga, M. Katumbi est considÃ©rÃ© comme un candidat sÃ©rieux Ã© la prochaine prÃ©sidentielle. Sa candidature est soutenue par le "G7", groupe de sept partis passÃ©s eux aussi Ã© l'opposition en septembre, et par une autre plate-forme politique comptant quelques dÃ©putÃ©s Ã© l'AssemblÃ©e nationale. Pour Olivier Kamitatu, porte-parole du G7, M. Katumbi est "devenu un homme Ã© abattre". Selon le ministre des Affaires Ã©trangÃ©res belge, Didier Reynders, M. Katumbi a mÃ©me demandÃ© samedi "la protection" de la Belgique, ancienne puissance coloniale au Congo, en se disant "inquiet pour sa situation personnelle".